

## 1. Intitulé du projet

Projet d'extension du site de GIMBERT SURGELES pour l'intégration d'une activité de préparation et de transformation des produits de la mer, sur la commune de Fleurance (32).

## 2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

### 2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

### 2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou  
raison sociale

GIMBERT SURGELES

N° SIRET

33938346500103

Forme juridique

SAS

Qualité du  
signataire

Stéphanie PISTRE - Présidente

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées :

☐

### 2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

0562061122

Adresse électronique

a.corniquel@gimbert.com

N° voie

3

Type de voie

rue

Nom de voie

de Perrin

Lieu-dit ou BP

Code postal

32500

Commune

FLEURANCE

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

### 2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☒ Monsieur ☐

Nom, prénom

CORNIQUEL Aurélie

Service

Société

GIMBERT SURGELES

Fonction

Responsable Qualité

#### Adresse

N° voie

3

Type de voie

rue

Nom de voie

de Perrin

Lieu-dit ou BP

Code postal

32500

Commune

FLEURANCE

N° de téléphone

Adresse électronique

## 3. Informations générales sur l'installation projetée

### 3.1 Adresse de l'installation

N° voie

3

Type de voie

RUE

Nom de la voie

DE PERRIN

Lieu-dit ou BP

Code postal

32500

Commune

FLEURANCE

### 3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

## 4. Informations sur le projet

### 4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

Le projet de la société GIMBERT SURGELES consiste en une extension du site localisé au 3 rue de Perrin à Fleurance (32), sur un foncier d'environ 7 489 m<sup>2</sup>, afin d'accueillir une nouvelle activité. La parcelle concernée par l'extension est actuellement un terrain vierge. Dans le cadre de l'implantation du futur bâtiment, il n'y aura pas de démolition de bâtiments.

Le terrain du site de GIMBERT SURGELES considéré concerne les parcelles n°214 et 215 de la section AH (parties existantes) et la parcelle n°629 de la section AI (projet).

La société GIMBERT SURGELES prévoit la création d'un bâtiment supplémentaire, dans la continuité de l'entrepôt frigorifique existant (il sera dossé au pignon Sud du bâtiment chambre froide VAP). Ce bâtiment, d'une emprise au sol d'environ 1 771 m<sup>2</sup>, comprendra les ateliers de production suivants :

- un atelier filetage ;
- un atelier panage ;
- un atelier de valorisation de coproduits ;
- surgélation ;
- un atelier de conditionnement.

Le bâtiment comprendra également des bureaux, des locaux sociaux et des locaux techniques. Les locaux techniques comprendront notamment :

- un local transformateur ;
- un local TGBT ;
- un local onduleur associé à la centrale photovoltaïque ;
- un local informatique.

Le bâtiment sera équipé d'une centrale photovoltaïque en toiture.

La construction du bâtiment s'accompagnera de l'aménagement des extérieurs du site (voiries, espaces paysagers sur le terrain, etc.).

Les eaux pluviales de toiture (non-polluées) seront directement rejetées au milieu naturel, après transit par le bassin de rétention du site. Les eaux pluviales de ruissellement de voiries (zones imperméabilisées) transiteront par un séparateur à hydrocarbures, puis rejoindront le fossé en façade Ouest de l'installation, avant d'être rejetées au ruisseau de Bourist.

Les travaux s'étaleront sur une durée d'environ 6 mois et seront exécutés par des entreprises spécialisées dans ce type de construction.

Un trafic d'environ 4 PL supplémentaires sera généré pour la livraison des produits. L'effectif supplémentaire projeté sur le site sera d'une quinzaine de personnes environ.

Il est prévu la valorisation de terres végétales et la réutilisation des matériaux issus des terrassements sur site, au besoin pour les espaces verts. Le bâtiment sera calé à une côte optimisée permettant de travailler en équilibre déblais/remblais et ainsi ne pas évacuer de terres.

Le bâtiment projeté s'inscrira en continuité du bâtiment existant, tant par sa forme que dans sa constitution. Les teintes retenues pour le bâtiment permettront à ce dernier de se fondre dans le paysage. Le projet intégrera également des mesures en faveur de la biodiversité avec notamment la conservation d'unités d'arbres.

Au vu de son usage de préparation et de transformation de produits de la mer surgelés, le bâtiment sera soumis à Enregistrement pour la rubrique 2221 de la nomenclature des ICPE.

Le site est également déjà classé à déclaration au titre des rubriques ICPE n°1511 et 1185.2a.

## 4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site ☒Site existant ☐

## 4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2221.1	Préparation de produits alimentaires d'origine animale	La quantité de produits entrants étant d'environ 7.22 tonnes/jour.	E
1185.2a	Gaz à effet de serre fluorés	Groupe froid et installations de climatisation. La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant d'environ 705.3 kg.	DC

#### 4.4 Installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA) :

Votre projet est-il soumis à une ou plusieurs rubrique(s) relevant de la réglementation IOTA ? Oui ☒ Non ☐

Si oui :

- la connexité de ces IOTA les rend-elle nécessaires à l'installation classée ? Oui ☒ Non ☐

- la proximité de ces IOTA avec l'installation classée est-elle de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ? Oui ☐ Non ☒

- indiquez la (ou les) rubrique(s) concernée(s) :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA)	Régime
3.1.3.0 - 2	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité.	L'extension (installation classée sous la rubrique n°2221) aura un impact sur le ruisseau de Bourist sur 32 m linéaires.	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	Les eaux pluviales de toiture et de voiries sont rejetées au milieu naturel (sol, fossé et ruisseau). La surface totale étant de : 17 492 m2.	D

#### 5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel, sous réserve des aménagements demandés au point 5.2. Ce document devra également permettre de justifier que votre installation soumise à déclaration connexe à votre activité principale fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

*Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).*

*Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.*

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

*Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.*

**Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.**

#### 6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

**Le projet se situe-t-il :**

**Oui Non**

**Si oui, lequel ou laquelle ?**

Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain du site n'est pas situé au sein d'une ZNIEFF de type I ou II. La ZNIEFF la plus proche du site est la ZNIEFF de type I n°730010599 "Plan d'eau de Pauilhac et forêt de Bréchan" (à environ 1.9 km à l'Ouest du site).
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain du site n'est pas situé au sein d'une zone de montagne.
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain du site n'est pas situé au sein d'une zone couverte par un arrêté de protection de biotope. Absence de zone couverte par un arrêté de protection du biotope dans un rayon de 10 km autour du site.

Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain du site n'est pas situé sur le territoire d'une commune littorale.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain du site n'est pas situé au sein d'un parc national, parc naturel marin, réserve naturelle régionale ou nationale, zone de conservation halieutique ou parc naturel régional. Absence de zone naturelle dans un rayon de 10 km autour du site.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement des infrastructures routières du réseau national relevant de l'Etat dans le département du Gers (2e échéance) a été approuvé le 12 janvier 2015. Le site GIMBERT SURGELES est situé à environ 640 m à l'Ouest de la RN21, reliant Agen à Auch et concernée par le PPBE du Gers.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est pas localisé dans ou aux abords d'un bien inscrit au patrimoine mondial, un monument historique ou un site patrimonial remarquable. Le site est localisé à plus d'1km au Nord du périmètre de protection au titre des monuments historiques de la Halle-Hôtel de ville (Id : 1911043762) et du périmètre de protection au titre des monuments historiques de l'Eglise Saint-Laurent (Id : 1911044121).
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est pas localisé au sein d'une zone humide réglementaire et délimitée. Pas de zone humide convention de Ramsar à proximité.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Fleurance (32) est couverte par un PPR d'inondation (par une crue à débordement lent de cours d'eau), prescrit le 08/07/2014 et approuvé le 05/07/2017. La commune de Fleurance est également couverte par un PPR de mouvements de terrain et de retrait-gonflement des sols argileux (tassements différentiels), prescrit le 03/05/2022 et approuvé le 28/02/2014. La commune n'est pas couverte par un PPRT.
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est pas recensé sur la base BASOL du ministère de la transition écologique et solidaire qui recense les sites et sols pollués. Une pollution industrielle au droit du site est donc très peu probable.
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le département du Gers est classé en zone de répartition des eaux, c'est-à-dire une zone présentant une insuffisance des ressources par rapport aux besoins.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	D'après la consultation de PICTO'OCCITANIE, le terrain ne s'inscrit pas dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage d'Alimentation en Eau Potable. Le périmètre de protection rapprochée d'un captage d'Alimentation en Eau Potable le plus proche, se situe à plus de 3.7 km au Sud du site.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site du projet n'est pas localisé au sein d'un site inscrit. Absence de site inscrit dans un rayon de plus de 3 km autour du site.
<b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Si oui, lequel et à quelle distance ?</b>
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site ne se situe pas sur un site NATURA 2000. Absence de site NATURA 2000 dans un rayon de plus de 5 km autour du site.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est pas situé au sein d'un site classé. Absence de site classé dans un rayon de plus de 3 km autour du site.

## 7. Effets notables que le projet, y compris les éventuels travaux de démolition, est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC <sup>1</sup>	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
<b>Ressources</b>	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les bâtiments du site seront raccordés au réseau public communal d'alimentation en eau potable. Les consommations en eau du site seront pour les usages de type sanitaire, ainsi que pour l'activité du projet classé sous la rubrique n°2221 (environ 15m3/h pour les machines de filetage).
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas d'intervention prévue dans le sous-sol dans le cadre du projet.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet sera travaillé pour être à l'équilibre remblais/déblais. Pas d'évacuation de matériaux prévue.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet sera travaillé pour être à l'équilibre remblais/déblais. Pas d'apport de matériaux prévue.
<b>Milieu naturel</b>	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le terrain d'implantation de l'extension est un terrain en friche, non-occupé, appartenant à GIMBERT SURGELES. Le terrain, situé en zone d'activités, ne semble pas présenter d'intérêt écologique. Il ne constitue pas par ailleurs un corridor écologique. La surface préservée en l'état naturel sera d'environ 4 330 m2, soit environ 58% de la parcelle.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Absence de zones Natura 2000 dans un rayon de plus de 5 km autour du site. Ainsi, il n'est pas attendu d'impact sur des espèces protégées.

<sup>1</sup>

Non concerné

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il n'a pas été mis en évidence de zones à sensibilité particulière dans le point 6. du présent formulaire.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le terrain d'implantation de l'extension s'inscrit sur un terrain de la zone d'activités. Le projet s'implante sur un terrain en friche entretenu et sans enjeux majeurs identifiés.
<b>Risques</b>	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Fleurance n'est pas concernée par un PPRT.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site d'implantation du projet est localisé sur une commune concernée par un PPRI, approuvé par AP le 05/07/2017. Le projet est situé en zone d'aléas faibles et forts du PPRI. Fleurance est également concernée par un PPRN mouvements de terrain et retrait-gonflement des argiles, approuvé le 28/02/2014.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	De par la nature du site (entrepôt frigorifique et activité de préparation de produits de la mer), il n'y aura pas d'émissions spécifiques de polluants et par conséquent, pas de risques sanitaires engendrés. Pas d'impact sanitaire également en phase chantier.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?				
<b>Nuisances</b>	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le trafic routier sur le site sera lié : - aux arrivées et départs du personnel soit environ une trentaine de VL par jour, - à la livraison et l'expédition des marchandises soit environ 6 PL par jour. Le site sera facilement accessible par la RN21.
	Est-il source de bruit ?  Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le bruit sur le site sera lié au trafic des poids-lourds. En phase chantier, il sera limité aux engins de travaux. L'environnement proche du site est composé d'entreprises d'activités économiques de la zone d'activités et de parcelles agricoles. Les premières habitations sont localisées à environ 270 m à l'Ouest du site. Les poids-lourds utiliseront le réseau routier de la zone d'activités, ils ne traverseront pas de zones d'habitations.
	Engendre-t-il des odeurs ?  Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'activité de logistique (entrepôt frigorifique) ne sera pas émettrice d'odeurs particulières. L'activité de préparation de produits de la mer ne sera pas non plus émettrice d'odeurs particulières. L'ensemble des activités sera confiné dans des ateliers au sein des bâtiments.
	Engendre-t-il des vibrations ?  Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet d'extension du bâtiment pourra émettre des vibrations mécaniques lors de la phase de chantier en journée, par l'action des engins et outils de chantier. En phase d'exploitation, il n'y aura pas de vibrations spécifiques générées par le site.

	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?  Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les émissions lumineuses seront uniquement dues aux éclairages extérieurs des axes de circulation nécessaires pour garantir la sécurité des employés. Les dispositifs seront étudiés pour limiter les émissions lumineuses.
<b>Emissions</b>	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les rejets dans l'air seront associés aux gaz d'échappement des véhicules en transit sur le site. Par ailleurs, des rejets de gaz de combustion peuvent être produits occasionnellement en cas de mise en fonctionnement du groupe électrogène.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le rejet des eaux usées sanitaires se fera dans le réseau public d'assainissement. Le rejet des eaux usées industrielles se fera dans le réseau public d'assainissement, après traitement par un dégrilleur/déboureur. L'ensemble des EP (toiture et voiries) sera rejeté vers le milieu naturel.
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'activité de l'extension (classée sous la rubrique n°2221) générera des eaux usées industrielles. Elles seront traitées par un déboureur/dégrilleur avant rejet au réseau public d'assainissement.
<b>Déchets</b>	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	principalement des déchets d'emballages (cartons, bois, plastiques ...). Les déchets seront triés et évacués en filières adaptées. Dans le cadre du projet d'extension, des déchets alimentaires seront produits (notamment arrêtes, peaux, etc.).
<b>Patrimoine/ Cadre de vie/ Population</b>	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet s'implante au sein d'une zone d'activités, dédiée à de telles activités, dont les terrains avoisinants sont des activités économiques, industrielles, artisanales ou logistiques. Le site n'a pas de sensibilité particulière en terme d'aspect paysager et il n'y a pas de patrimoine architectural, culturel ou archéologique proche.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le terrain d'implantation de l'extension est actuellement un terrain en friche, non-exploité.

## 7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences du projet, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui, décrivez lesquelles :

Les incidences du projet, cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés, sont traitées dans la pièce complémentaire "PJ - Incidences notables du projet".

## 7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

#### 7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les probables effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les caractéristiques du site, destinées à éviter ou réduire les probables effets négatifs notables sur l'environnement ou la santé humaine, sont traités dans la pièce complémentaire "PJ - Incidences notables du projet".

### 8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme *[5° de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement]*.

En l'état actuel du projet, nous proposons un usage futur du site de type industriel si l'installation était mise à l'arrêt.

Les dispositions suivantes seront adoptées :

En cas de cessation d'activité, l'exploitant informera le Préfet de sa décision dans un délai de 3 mois avant la fermeture du site.

Il assurera la mise en sécurité du site et notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
- l'élimination et l'évacuation des déchets,
- l'interdiction d'accès au site ou aux installations pouvant présenter des risques pour la sécurité des personnes,
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement si nécessaire.

### 9. Commentaires libres

### 10. Engagement du demandeur

A

Le

**Signature du demandeur**

# Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

**Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.**

## 1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
<b>P.J. n°1.</b> - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°2.</b> - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à <a href="#">l'article L. 512-7</a> , le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°3.</b> - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]  Requête pour une échelle plus réduite <input type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°4.</b> - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°5.</b> - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 512-7-3 dont le pétitionnaire dispose ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°6.</b> - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input checked="" type="checkbox"/>

## 2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
<b>Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :</b>	
<b>P.J. n°7.</b> – Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet se situe sur un site nouveau :</b>	
<b>P.J. n°8.</b> - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°9.</b> - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :</b>	
<b>P.J. n°10.</b> – La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :</b>	
<b>P.J. n°11.</b> – La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
<b>Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste</b>	

<b>suivante :</b>	
<b>P.J. n°12.</b> - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : <i>[9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L. 222-4 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :</b>	
<b>P.J. n°13.</b> - L'évaluation des incidences Natura 2000 <i>[article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]</i> . Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence <i>[Art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.1.</b> - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; <i>[1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.2.</b> Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 <i>[2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> . Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation <i>[2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.3.</b> Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites <i>[II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.4.</b> S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables <i>[III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.5.</b> Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : <i>[IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> :	<input type="checkbox"/>
- <b>P.J. n°13.5.1</b> La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; <i>[1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
- <b>P.J. n°13.5.2</b> La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; <i>[2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
- <b>P.J. n°13.5.3</b> L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous <i>[3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions de l'article 229-6 :</b>	
<b>P.J. n°14.</b> - La description :	<input type="checkbox"/>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ;</li> <li>- Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;</li> <li>- Des mesures de surveillance prises en application de l'article L. 229-6. Ces mesures peuvent être actualisées par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même article sans avoir à modifier son enregistrement</li> </ul>	
<b>P.J. n°15.</b> Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet concerne une installation d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW :</b>	
<b>P.J. n°16.</b> - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°17.</b> - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910 :</b>	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°18.</b> - Indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception délivré dans le cadre du rapportage MCP	

**3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :**  
 Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
Dossier de déclaration IOTA	<input checked="" type="checkbox"/>
Télédéclaration rubrique 1185 et sa preuve de dépôt	<input checked="" type="checkbox"/>
Pièce de description de l'installation	<input checked="" type="checkbox"/>
Incidences notables du projet	<input checked="" type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>